

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE



Après l'emprunt, le coup contre les 40 heures et le droit de grève ! Pour se défendre, Front Ouvrier ! Les Comités partout !

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X ABONNEMENTS France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs. Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs. Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : no 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4e Internationale

Un groupe d'ouvriers de Clichy répond à HONEL

Front Ouvrier ou Front Populaire

Honel, député staliniste de Clichy, a adressé une lettre à Maurice Thorez, son secrétaire général, pour lui exprimer l'inquiétude grandissante des ouvriers devant l'offensive de la réaction, le recul du Front populaire. Ces ouvriers demandent qu'on passe à l'action directe. « Et le souci de vigueur, dit Honel, s'exprime par le désir d'aller au delà de la formation du Front populaire par la Constitution d'un Front ouvrier ou d'un Front révolutionnaire » Beaucoup d'ouvriers reconnaissent qu'il s'agit d'un « souci » qui n'a cessé de se traduire dans la Lutte Ouvrière par une politique systématique en faveur du front ouvrier et du front révolutionnaire. Et pour éviter que les plus clairvoyants ne rejoignent nos rangs, Honel s'empresse d'ajouter : « Aux difficultés s'ajoutent les agissements des agents provocateurs, du fascisme, les trotskystes, qui s'efforcent de nuire par tous les moyens au Front populaire ! »

plètement omis de signaler dans ta lettre, et nous demandons à Maurice Thorez de répondre aussi sur ces laits. 1) Franco, dis-tu, est vainqueur grâce à la politique de non-intervention décidée par Blum. C'est indiscutable. Mais, il faudrait ajouter que cette politique, à l'origine, dans les premiers mois les plus importants pour la victoire des républicains a été approuvée par le parti communiste et par l'U.R.S.S. Par la suite, la non-intervention a été qualifiée, avec raison, de « farce tragique ». Malheureusement, nous sommes obligés de constater que pour mettre fin à cette « farce tragique », le Parti communiste nous a constamment empêchés de passer à l'action directe (manifestation de rue, grève générale) contre les gouvernements du blocus, alors que nous avions avec nous la grande masse du peuple français. 2) Les cagoulards, dis-tu, sont libérés, le fascisme relève la tête. Il est protégé par l'Etat. Tout cela est vrai. Mais il y a des « antifascistes » au premier rang desquels se situent, nous expliqués-tu dans l'Huma, le parti communiste, qui a avec lui des centaines de milliers d'ouvriers. Or, ces antifascistes, qu'ont-ils fait ? Le Parti communiste (puisque c'est de lui qu'il s'agit, le parti socialiste ayant pris avec ses ministres au pouvoir la responsabilité de cette politique catastrophique) a appuyé constamment les gouvernements qui ont protégé les cagoulards. Lorsque nous avons manifesté comme à Clichy par l'action directe contre les fascistes, c'est toi Honel qui es venu avec Thorez pour nous en empêcher. C'est le Parti communiste qui, au lieu de dénoncer le gouvernement des fusillards, lui a au contraire accordé sa confiance. Ne faut-il pas également s'étonner que Maurice Thorez en personne leur tend la main ? Tu sais bien toi-même, Honel, comment ton parti a mené la politique « antifasciste », puisque tu as été délégué, dans les colonies, en particulier en Indochine, où tu as fraternisé avec des fonctionnaires fascistes authentiques, tandis que tu faisais passer pour des fascistes, des militants ouvriers comme Ta-Thu-Thau, actuellement emprisonné.

« A BAS LES DECRETS-LOI DALADIER »

Tel doit être le mot d'ordre dans les Syndicats, les usines, les villages DÉFENDONS NOS FRÈRES IMMIGRÉS

AU CONGRÈS DE VICHY

Le mouvement syndical des postiers vient de se placer à l'avant-garde de la lutte réformatrice antistalinienne dans la C. G. T. Le vote de Vichy contre le cumul des mandats politiques et des mandats syndicaux marque une défaite incontestable de la bureaucratie syndicale stalinienne. Dans la mesure où les efforts de libération de l'emprise stalinienne dans le mouvement syndical expriment les aspirations saines des militants syndicaux nous les approuvons et appuyons entièrement. Déjà tous les partisans de l'indépendance syndicale ont voté. Sans aucun doute les assises syndicales de Vichy constituent une manifestation importante qui aura ses répercussions dans tout le mouvement syndical. La résolution adoptée contient également une attaque sérieuse contre la politique de faillite du Front populaire. Elle est, dans ce sens, l'expression atténuée du mécontentement grandissant dans les masses exploitées. Ainsi Gourdeux, secrétaire adjoint de la Fédération Postale, conseiller général de la Seine, membre du Comité Central du Parti communiste, secrétaire de la Commission Nationale de Contrôle du même parti, doit choisir. Il est bien certain que le choix conduira Gourdeux à rester à tout prix à la tête de l'organisation syndicale, si ce choix lui est imposé. Cette éventualité montrera combien cette lutte contre le cumul des mandats syndicaux et politiques ne peut avoir un caractère progressif que si elle n'est que l'expression d'une lutte plus ample pour imprimer au mouvement syndical une orientation de lutte de classe. Voyez l'exemple de Paul Marcel, conseiller municipal du 14e arrondissement à Paris et secrétaire des services publics : il a abandonné son man-

dat politique pour conserver son poste syndical. En fait pour les Belin et autres la bataille qu'ils mènent contre ce qu'ils appellent la « colonisation » est une bataille de conservation des places et la continuation d'une politique d'union sacrée, de collaboration des classes. Jouxhaux n'a pas de mandat politique et cependant depuis 1914 sa politique est l'expression du social-patriotisme. En réalité, le problème de l'indépendance syndicale pour Jouxhaux-Belin et leurs soutiens, c'est l'indépendance vis-à-vis de la lutte révolutionnaire, c'est son torpillage aussi. La véritable lutte des syndicats révolutionnaires consiste essentiellement à gagner l'adhésion du mouvement syndical à un programme d'action de lutte de classe, forgé au travers des luttes ouvrières contre le patronat, l'Etat bourgeois et ses mercenaires fascistes. Voir page 3 le compte-rendu du Congrès de la Fédération Postale

n'avaient pu instaurer, craignant la le-vec massive de la classe ouvrière, il revenait à Daladier, soutenu par les socialistes et les stalinien de l'appliquer sans soulever de protestations ni de manifestations dans les rangs du prolétariat !... Pour essayer de dissimuler qu'ils sont les fourriers et les bons auxiliaires de l'appareil répressif de la bourgeoisie, les dirigeants réformistes et stalinien mentent une fois de plus aux ouvriers en leur faisant croire à « l'impartialité » du gouvernement et pour cela ils montent en épingle le fait que Daladier reprenant la vieille politique dite « de balance » pratiquée par toutes les équipes gouvernementales bonapartistes d'Allemagne et d'Autriche il y a peu d'années, vient d'expulser une vingtaine de russes blancs. Sinistre et grossière comédie qui ne peut tromper aucun militant averti, aucun ouvrier sérieux. Pour une poignée de gardes blancs, il y a depuis une quinzaine des milliers d'ouvriers immigrés, expulsés particulièrement Italiens et Polonais. La chasse continue. La presse de droite et celle d'information y compris « Paris-soir » est absolument abjecte, le journal de Prouvost-Beghin demande que plus de 100.000 travailleurs étrangers soient refoulés ; il se sert pour cela des arguments basement chauvins et démagogiques prétendant entre autres que l'expulsion des travailleurs immigrés donnerait de l'ouvrage aux chômeurs français. Il est assez étrange de voir la sollicitude de cette presse pourrie envers ceux qu'elle traite depuis longtemps de chômeurs professionnels ! Malheureusement, cette campagne ignoble trouve un certain écho — assez faible, — dans la classe ouvrière, car le stalinisme a préparé un climat favorable au pire chauvinisme et à la pire régression sociale. Depuis la déclaration de Staline à Laval, depuis le début du « Front populaire » les chefs stalinien ont dit, écrit et répété, dans les meetings et dans leur presse qui, maintenant les ouvriers de ce pays avaient une patrie, qu'ils de-

vant défendre la France contre l'Allemagne hitlérienne, qu'ils devaient collaborer à la défense nationale même en sacrifiant les 40 heures. En abandonnant absolument l'Internationale dans le même temps qu'ils abandonnaient la lutte de classes en plaçant, au lendemain des attentats terroristes de l'Étoile — provocation patronale — leur affiche ignoble « La France aux Français », écho direct du cri de ralliement des antidreyfusards et des antisémites d'avant guerre, les stalinien ont créé jusqu'à un certain degré une psychose chauvine, un abaissement de la conscience de classe perméable aujourd'hui aux pires campagnes fascistes et à l'offensive de la bourgeoisie. Déjà les réfugiés espagnols avaient été embarqués de force en Espagne, des femmes et des enfants avaient été envoyés sur les plages de la côte à la famine, exposés aux bombes des « Junkers » allemands, des obus franquistes ou à la boucherie des Maures et des légionnaires du Tercio. Aujourd'hui c'est la chasse dans toute la France, aux travailleurs immigrés, aux réfugiés politiques, aux militants déjà traqués par toutes les polices d'Europe. Doctes instruments de la bureaucratie stalinienne les chefs du P.C. exaltent les assassinats du G.P.O.U. en Espagne, les procès de faux et de provocations intentés contre les B.L. et des combattants du P.O.U.M., ils soutiennent la terreur que fait régner l'impérialisme français aux colonies, ils osent traiter de fascistes les ouvriers et les paysans Nord-Africains lorsque ceux-ci veulent se constituer en syndicats et lutter contre les gros colons et en France même ils divisent et démoralisent la classe ouvrière, l'empoisonnent de chauvinisme et la livrent pieds et poings liés aux exploiters capitalistes. Tous les travailleurs sincères luttent en vrais communistes sous le drapeau de la IVe Internationale aux côtés de leurs camarades coloniaux immigrés contre leur ennemi commun : l'impérialisme français.

Camarade Honel, Député de Clichy. Camarade, Nous avons lu dans l'Huma du 13 mai, ta lettre à Maurice Thorez où tu dis exprimer les « craintes et les doutes » d'ouvriers de l'usine Citroën de Clichy, ainsi que « l'inquiétude grandissante, l'angoisse même quant à l'évolution de la situation en France et dans le monde », parmi les travailleurs. Tu donnes les motifs qui inspirent ces inquiétudes et ces craintes : les victoires de Franco, à cause de la non intervention ; les libertés accordées aux cagoulards français, le danger de guerre européenne, l'accentuation de la misère par la dévaluation et les décrets-lois de Daladier ; la menace précise contre les 40 heures dans toute l'industrie. Tu te demandes et demandes à Maurice Thorez de nous expliquer pourquoi nous avons été amenés à une telle situation. Nous avons déjà lu le premier article de Thorez qui donne le même tableau de la situation présente. Combien ce tableau est différent des rapports de Maurice Thorez lui-même, il y a seulement quelques mois. Nous nous rappelons l'un d'eux, qui date de nos souvenirs sont exacts d'octobre 1937, et qui portait comme titre « la vie heureuse ». Comment en quelques mois la « Vie heureuse » est-elle devenue la misère ? Comment le parti communiste, qui avait pris, d'après Thorez, une aussi grande part dans cette vie heureuse, n'aurait à l'heure présente aucune part de responsabilité dans la présente situation de faillite et de catastrophe ? Vraiment, nous avons le sentiment d'avoir été trompés et principalement par le parti « communiste ». La bourgeoisie, elle, en cherchant à nous berner et à nous arracher le plus possible, remplit son rôle de classe exploitée. Cela, tous les ouvriers le savent et le voient. Mais ce qu'ils ne voient point encore, c'est que des partis s'infiltrent dans le parti « ouvrier », ne font que faciliter la politique de la bourgeoisie, c'est-à-dire en définitive, du fascisme. Pour leur ouvrir les yeux, nous rappellerons quelques faits que tu as com-

« Lire la suite page 3 »

Au mur des Fédérés

Notre parti tient à manifester sa volonté de participer côte à côte avec les ouvriers de Paris, à la manifestation traditionnelle du MUR DES FEDERES, malgré l'orientation anti-ouvrière que lui donnent les directions du P.S. et du P.C. Nous avons adressé une demande au Comité d'organisation où se trouvent d'ailleurs de nombreux membres de la « Gauche Révolutionnaire ». Quelle que soit la réponse, les militants d'avant-garde se trouveront le jour de la manifestation, aux côtés des travailleurs socialistes et communistes pour développer l'agitation sur les mots d'ordre qu'impose la situation « A bas les décrets-lois Marchandéau-Daladier ! Milices ouvrières contre les cagoulards ! Libérez les militants du P.P.A. et du Néo-Destour. Libérez Ta-Thu-Thau et Tao ! Les Comités partout ! »

A l'union locale de Mantes

Dimanche avait lieu, à la Bourse du Travail de Mantes, le Congrès de fusion des Unions locales de Meulan, Les Mureaux et Mantes. La séance du matin fut ouverte par un rapport d'Henri Raynaud, secrétaire des Syndicats de la Région parisienne. Raynaud, après avoir proposé des modalités « souples » pour la fusion des deux U.L., consacra son rapport aux problèmes généraux, principalement au chômage. Il souligna les progrès réalisés par les gens du P.P.F. et du P.S.F. dans les comités de chômeurs. Il indiqua les moyens d'organisation pour soumettre les comités de chômeurs à la discipline syndicale et proposa comme mots d'ordre essentiels les grands travaux. Après l'intervention de Raynaud, le secrétaire des Techniciens s'étonna de ce que le mot d'ordre essentiel pour barrer la route au chômage ne soit pas le respect intégral des 40 heures et que la Direction des Métaux ait accepté leur abandon dans l'industrie de guerre. Ensuite, le délégué de la C.I.M.T. intervint dans le sens du manifeste adopté par son usine et dont la « Lutte Ouvrière » a donné un extrait : pour le retour à l'action directe comme en juin et la rupture avec la politique de passivité et d'Union sacrée. Après qu'un camarade socialiste (ex G.R.I.) ait lancé contre l'opposition quelques paroles venimeuses et au moins déplacées, Morin reprit la parole pour soumettre au Congrès la résolution suivante, qui réclamait le Congrès des délégués réclamé par l'unité de l'usine : « Le Congrès de l'Union locale « Constate « Que, depuis juin 1936, où les tra-

Malgré Raynaud les ouvriers exigent le congrès des délégués

vailleurs unis dans la grève générale firent triompher leurs revendications, le patronat n'a pas cessé son offensive contre les ouvriers : vie chère, licenciements, brimades, suppression des conquêtes de juin et large brèche ouverte dans les 40 heures ; Que, loin de faire payer les riches, on n'a su jusqu'alors que frapper les pauvres et renflouer les riches ; Que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et que tout nouveau recul de leur part ne peut qu'ouvrir plus largement la voie à la réaction patronale, au fascisme et à la guerre ; Que les travailleurs ne peuvent vaincre par des luttes isolées d'une entreprise ou même d'une corporation, mais qu'il importe au contraire de souder dans une offensive générale l'ensemble de la ville et des champs ; Que, d'autre part, toute victoire des classes laborieuses restera sans lendemain si elles ne brisent pas la toute-

La «LUTTE OUVRIERE» est poursuivie pour sa campagne contre les agents d'Hitler !

« GRINGOIRE » poursuit « LA LUTTE OUVRIERE » pour un article du 17 février, intitulé : « HITLER VEUT L'ANSCHLUSS ». C'est pour notre dénonciation de la campagne prohibitive et de l'attitude de « Gringoire » que notre journal est déteré au tribunal correctionnel et que « Gringoire » demande contre nous une condamnation à UNE PEINE DE PRISON ET A CENT MILLE FRS DE DOMMAGES-INTERETS. Les travailleurs ne s'étonnent pas de voir la réaction la plus militante haïr notre journal et le prendre comme cible. Ils ne s'étonnent pas de la voir s'efforcer par tous les moyens de le

puissance des capitalistes et n'imposent pas des réformes décisives de structure (contrôle ouvrier, retour des industries-clefs à la collectivité, etc...) L'Union locale considère : Qu'il est nécessaire et urgent de parer l'offensive générale des travailleurs, comme en juin 1936 ; Que le mouvement devra unir les ouvriers, les paysans, les fonctionnaires et les artisans, sans distinction de tendances ; Qu'il devra se préoccuper avant tout des revendications des couches les plus lésées de la population laborieuse : notamment des paysans, des jeunes, des soldats et des vieux travailleurs pour lesquels devra être imposée sans délai une retraite honorable ; Qu'il est nécessaire de convoquer nationalement, régionalement, localement le congrès des délégués ouvriers et paysans, démocratiquement élus et qui prendra toutes décisions utiles pour organiser et coordonner le mouvement et la résistance aux forces de réaction (fascistes, police, etc...) En conséquence, le Congrès régional des délégués ouvriers et paysans, directement élus sur le lieu de leur travail. Il charge un comité de 9 camarades de mettre sur pied l'organisation de ce Congrès. Le comité sera complété par 6 camarades représentatifs des milieux paysans et des classes moyennes. Il fait appel à toutes les organisations ouvrières, paysannes et antifascistes pour aider le comité d'organisation ; (Suite page 3)

La Lutte Internationale

ETHIOPIE

Le 101^e Conseil de la Société des Nations a enregistré la fin d'une mascarade. La France et l'Angleterre, ces deux brigands impérialistes, dont la S. D. N. constitue l'instrument, et qui avaient soutenu, pendant quelques mois le Négus contre l'invasion italienne, abandonnent définitivement le peuple éthiopien à la terreur militaire du colonialisme et garantissent à Mussolini sa proie. Le peuple éthiopien qui, depuis trois ans, défend son indépendance, avec une énergie désespérée et des moyens rudimentaires, contre l'invasion armée du brigand colonial, est complètement isolé. Mais sa lutte, conjuguée aux soulèvements d'autres peuples opprimés et à la révolution prolétarienne en Occident, le libérera, tôt ou tard, du joug des impérialismes comme de celui de ses féodaux.

ESPAGNE

Del Vayo, représentant du gouvernement Négrin à la S.D.N., a tenté d'obtenir du bloc franco-anglais la fin de la « non-intervention ». Mais Halifax-Bonnet, prêts à tout pour s'assurer, ici encore, l'alliance du fascisme italien dans le prochain partage mondial, ont assuré qu'ils maintiendront le blocus de la révolution ouvrière en Espagne. La bourgeoisie « gouvernementale » et les petits bourgeois propriétaires, qui constituent le Parti « communiste » espagnol, après avoir obstinément refusé d'acheter des armes avec l'or de la Banque d'Espagne, au début de la guerre civile, après avoir systématiquement organisé la défaite sur le front militaire, après avoir impitoyablement réprimé et enchaîné le camp prolétarien, se voient maintenant contraints de subir le fascisme de Franco. Le seul espoir reste dans deux millions de travailleurs de la C. N. T., s'ils savent, à travers leur résistance militaire acharnée, créer une direction des luttes révolutionnaires pour débarquer Négrin-Staline et prendre le pouvoir. Il reste, seul, dans l'extension du mouvement révolutionnaire en Occident, avant la défaite militaire définitive ou l'explosion du carnage européen. Naturellement Négrin-Staline, tournant le dos à ce « danger » pire pour eux que Franco, et déçus par le bloc franco-anglais, espèrent maintenant dans l'impérialisme américain. Roosevelt s'est rapidement chargé de leur répondre, en associant les Etats-Unis au maintien du blocus.

ESPAGNE (12 mai). Yague et Asencio. — Yague, l'un des lieutenants de Franco, aurait « protesté » contre la domination allemande et italienne.

« Nos soldats, écrit-il, savent à quoi s'en tenir, et quand ils prennent une position et font des prisonniers, il est fréquent qu'ils s'embrassent les uns les autres, car ils pressentent qu'un jour ils s'uniront pour lutter contre leurs ennemis communs ». Yague rêvait d'une dictature militaire espagnole.

Au même moment, Asencio, le traître qui a livré Malaga est libéré par Négrin et va rendre visite à Martinez Barrio... Ces deux faits sont significatifs de l'état d'esprit qui se développe chez les dirigeants républicains et franquistes, pour une « réconciliation » nationale sur le dos des ouvriers et paysans d'Espagne.

Selon les journaux et les versions parues dans la presse la tentative de soulèvement qui vient d'avoir lieu à Rio de Janeiro a un caractère nettement fasciste et fut l'œuvre du parti « intégraliste » dissous depuis décembre avec les autres partis politiques du pays. Telle est la version officielle. Cela a déjà valu à Vargas les félicitations du grand prêtre de la démocratie yankee, Roosevelt; le chef de la police à Rio, ignoble figure de réactionnaire borné, ancien membre secret du parti intégraliste, s'est empressé de profiter du fait de l'échec du « putsch » pour déclarer que « la défaite apportait un démenti formel aux bruits répandus à travers le monde que le Brésil tendait au fascisme ». Les journaux américains surtout abondent dans le même sens. Pourquoi cet empressement suspect du gouvernement et de la presse des Etats-Unis pour décerner un « brevet » de démocratie et de lutte contre le fascisme, à Vargas ?

Parce que Vargas après avoir été pendant un certain temps un instrument de la pénétration des impérialismes fascistes (surtout allemand) au Brésil, en alliance secrète avec les « chemises vertes », a été forcé de retourner vers son vieux patron de Washington qui tenait encore les leviers de commande dans l'économie, dans les finances, dans l'appareil de l'Etat et de l'armée. En face d'une situation catastrophique des finances de l'Etat, en face de la chute catastrophique du prix du café et de la menace de perdre son meilleur marché — les Etats-Unis, — Vargas n'a pas pu résister. Tout d'abord il a été obligé de faire un remaniement sérieux dans tout son personnel gouvernemental : les généraux réactionnaires les plus compromis avec les « intégralistes » dans la préparation du coup d'Etat du 10 Novembre furent écartés des postes de commandement; ensuite la direction des affaires étrangères est passée aux mains de l'ambassadeur du Brésil à Washington très connu par son attachement servil aux misters Cordell

LE DISCOURS DE GENES

Mussolini, insiste sur la solidité de l'axe Berlin-Rome, pour vendre d'autant plus cher ses services au bloc franco-anglais. A la France, il signifie nettement qu'aucun rapprochement n'est possible tant que les mercenaires italiens de Franco n'auront pas triomphé en Espagne. Aux avances de Béné, il répond en laissant à Hitler les mains libres contre la Tchécoslovaquie.

TCHÉCOSLOVAQUIE

A Londres, Daladier a entraîné l'Angleterre à reconnaître la nécessité de soutenir la Tchécoslovaquie jusqu'à la guerre européenne s'il le faut. Mais, lui-même comme Chamberlain, veut gagner du temps, tenter de « négocier » encore une fois, persuader surtout aux travailleurs de France et d'Angleterre qu'ils ont tout fait pour éviter la guerre.

D'où la comédie qui se joue actuellement : visite de Heinlein à Londres; démarches des ambassadeurs franco-anglais à Berlin et à Prague; rencontre Hodza-Heinlein, tous à la « recherche » d'une inouïable solution. Naturellement le bonapartisme tchèque, sans desserrer d'un cran son étreinte exploiteuse sur les minorités, se prête le plus docilement du monde à cette comédie pour s'assurer l'appui militaire anglo-français.

A MAUBEUGE

Paul Faure singe Staline !

Paul Faure, dignitaire du P. S., effectuait ces jours derniers, dans le but évident de redorer son blason quelque peu terni, un tour de propagande dans le Nord.

Lundi 16 mai, à Maubeuge, Paul Faure, parlant devant 200 militants régionaux au sujet des incidents qui ont marqué l'exclusion de la Fédération socialiste de la Seine et de cette exclusion elle-même, n'apporta aucune explication politique. Par contre il ne manqua pas d'user à l'égard des militants révolutionnaires de toute tenaille luttant contre l'Union sacrée d'épithètes répugnantes.

D'après P. Faure, les membres de la G. R. sont là pour emmerder (sic) le monde. Quant aux « trotskystes » c'est net : ils sont des agents de l'Allemagne et de l'Italie.

Il appartenait au maître éminent de la S.F.I.O. de conclure, après de telles « accusations » sur une note tragique, ce qui fut fait.

D'où vient l'argent? Paul Faure conteste aux révolutionnaires le droit de le combattre par les moyens traditionnels : tracts, affiches, etc.

Des révolutionnaires étaient dans l'assistance et voulurent répondre aux immondes accusations de Paul Faure. Ils n'en eurent pas la possibilité : tandis que le président leur refusait la parole (sans doute au nom de la démocratie) quelques domestiques de la direction de la S.F.I.O. créaient des incidents dans la salle et à la sortie, incidents qui n'eurent pas de conséquences grâce au sang-froid des camarades provoqués.

Nous reviendrons sur la signification politique de cette affaire.

En Espagne

Poursuivons la lutte contre la provocation Staline - Negrin frappant les Bolcheviks-Léninistes !

Le Bureau politique du P.O.I. communique les extraits suivants de correspondances de Catalogne :

4 avril.

On ne peut pas expliquer la débacle du Front d'Aragon seulement par la supériorité militaire (surtout en armement lourd) des fascistes. On abandonne les positions sans combat. Pendant des quinze jours il n'y avait pas de front, et cependant les positions étaient fixées depuis un an et demi. Ce qui manquait à la guerre anti-fasciste, ce n'était pas seulement des avions, mais surtout un pouvoir prolétarien révolutionnaire.

En admettant théoriquement que la France, l'Angleterre ou même Staline envieraient des avions en quantité suffisante, cela ne réglerait pas la question si l'Etat-major est prêt à chaque moment à passer à l'ennemi. C'est ce qui s'est produit sur le front de l'Est où tout l'Etat-major vient d'être relevé, avec en tête le général Pozas, ex-grand chéri des staliniens.

Un grand nombre d'officiers a passé à l'ennemi. Les staliniens aiment parler d'espionnage, ils ont l'espionnage mais le véritable espionnage ce sont eux qui le favorisent par leur politique. L'arrière-garde est pleine de fascistes embusqués contre lesquels on ne peut rien, car ils sont protégés par tous les appuis qu'ils ont dans l'appareil bourgeois. La vérité qu'il faut crier, c'est que le coup de force staliniens du 3 mai et la répression sauvage qui a suivi ont facilité les victoires de Franco. Lister traitait à Caspe l'année dernière et faisait régner l'ordre bourgeois; il ouvrait la voie à Franco. Aujourd'hui ces bourgeois qui assassinaient les ouvriers au nom de la légalité républicaine réclament 100.000 volontaires. C'est la preuve qu'ils n'ont pas su créer une armée antifasciste.

Malgré le caractère contre-révolutionnaire du gouvernement Négrin, qui est responsable de la situation actuelle, il faut agir fermement contre la victoire de Franco. Pour cela il faut mobiliser l'ensemble du prolétariat catalan, qui reste malheureusement indifférent. Il faut libérer immédiatement tous les prisonniers antifascistes, fusiller les fascistes qui restent.

Il faut reconstituer les Comités ou-

Les effroyables tortures contre un milicien révolutionnaire

La semaine dernière, nous avons publié des informations détaillées sur la provocation de la Guépéou contre la IV^e Internationale à Barcelone. Les accusations contre Munis, Adolfo, Carlini et leurs camarades s'appuient exclusivement sur les « aveux » arrachés à Luis Zanon, et à Aage Kielso. Ces « aveux » sont mensongers d'un bout à l'autre. Nous dériions n'importe quel

tribunal de les produire publiquement, après que Zanon a expliqué comment ils lui furent arrachés.

Après avoir ratifié ses dépositions fausses et calomnieuses, Zanon fut conduit à la Carcer Modelo, où il fut le récit de la « procédure » de la Guépéou.

Aage Kielso fut aussi arrêté le 13 février, et resta 13 jours sans aucune communication à la prison de la Via Durruti contiguë à la Carcer de l'enceinte. Le quatorzième jour, il fut amené devant les agents de la police secrète, qui l'accusèrent, avec trois bolcheviks-léninistes et deux membres des P.O.U.M., de l'assassinat de Léon Narvitch et de plusieurs attentats politiques.

Pour lui faire signer une déclaration pleine de mensonges, on lui retourna le bras, on lui arracha les cheveux. Ces procédés furent répétés 4 nuits de suite. On amena Zanon, qui avait consenti aux « aveux » et on lui fit ratifier une « confession » mensongère devant Kielso. Kielso succomba comme Zanon et signa des aveux comme ceux de Zanon, sous la dictée, une carte dans laquelle il déclare avoir reçu une lettre des « chefs » de l'armée à l'encore sympathique, dans laquelle on donnait soit des instructions pour commencer des attentats contre Négrin.

C'est exactement le même procédé que pour la carte soi-disant signée N et qui fut attribuée à Nin.

La presse gouvernementale espagnole n'a rien publié sur cette affaire, ni la presse stalinienne internationale. Les bourgeois n'ont même pas osé utiliser le fruit de leur procédure inquisitoriale. Il en est de même pour le procès du P.O.U.M., que la Guépéou de Négrin n'a jamais osé faire, car il était monté sur les mêmes falsifications et provocations que le procès contre Munis, Carlini et autres.

Cependant, le fait que les bourgeois n'ont pas fait de procès public ne signifie pas que le danger de mort ne soit pas suspendu sur la tête de ces camarades. Andrade, et des dizaines de camarades du P.O.U.M. ont pu être protégés jusqu'à présent parce que l'avant-garde ouvrière ne s'est pas tue. Le même effort doit être fait pour sauver Munis, Carlini et les autres.

Les travailleurs de France doivent comprendre que les mêmes accusations, les mêmes procédés se préparent en France. Nous en apporterons en temps utile les preuves. Ceux qui ferment les yeux là-dessus, en espérant que tout cela sera réservé aux « trotskystes » se trompent. C'est par milliers que des anarchistes, des socialistes de gauche subissent le même sort que nos camarades. Il en sera de même ici, si nous ne nous défendons pas solidairement, malgré la « diplomatie » et les jérémiades de collusion.

Seul « Indépendant News » a publié un communiqué sur la nouvelle provocation. Juin 36 n'a rien à dire là-dessus. Le Libérateur lui, fait plutôt l'apologie de l'attitude honteuse des Garcia Oliver, Hernandez et Cie ; la S.I.A., ni à Barcelone ni à Paris, ne veut s'intéresser au sort de nos camarades.

Encore une fois, c'est seulement sur l'avant-garde prolétarienne que nous pouvons compter pour agir, pour obtenir : la libération de tous les prisonniers anti-fascistes ; l'arrestation

Chez les Intellectuels

Du Stalinisme à la Tour d'Ivoire

Un événement extrêmement significatif vient de se produire. « Venèredi » cesse d'être un organe du Front Populaire et passe à la N.R.F.

J. Guéhenno écrit à ce sujet dans le numéro du 13 mai :

« Il ne servirait de rien de se dissimuler la vérité : le Front populaire est politiquement dissocié... Nous ne dirons pas quelles furent nos déceptions, parfois même nos dégoûts... »

Lorsqu'on se souvient de la vague qui, pour des raisons diverses, portait, il y a trois ans la grande masse des intellectuels français dans le sillage du Parti Communiste et par là même dans celui du Front populaire, ce désaveu est caractéristique !

Après les procès de Moscou un certain nombre d'écrivains déjà avaient rompu avec les Aragon, J.-R. Bloch et Cie. Ceux qui ont alors cherché à « tenir » malgré tout, abandonnent à leur tour les hommes de l' « unité » de la nation française.

Guéhenno écrit plus loin dans son article :

« Laissant le plan de la polémique, nous rejoignons le plan de la création... Les « écrits de révolution » d'un Gorki lui-même ne sont que les documents d'une éphémère bataille. C'est dans ses romans, ses récits d'enfance, écrits, semble-t-il, pour rien, pour le plaisir (souligné par la « L. O. »), que frémit la force cachée qui, par contagion, éveille et échange lentement mais sûrement le cœur des hommes ».

Ainsi, c'est le retour au plan de l'art pour l'art. Et cet abandon de la lutte sociale par la masse des intellectuels français qui lui ont consacré depuis quelques années le plus clair de leur temps, doit être souligné.

J. Guéhenno intitule son article : « Au devant de la vie... ». Nous savons qu'« au-dessus de la mêlée » sociale c'est actuellement la mort pour les intellectuels. Et ce sera une mort de plus à mettre au compte de Staline et Thorez.

BRÉSIL

Que signifie l'opposition entre Vargas et les Intégralistes !

Hull et Summer Welles. Cette nomination fut ordonnée directement de Washington.

Dissous comme tous les autres partis politiques bourgeois, « l'intégralisme » s'est transformé, selon les instructions du décret de dissolution des partis, en une « association culturelle et de bienfaisance ».

« L'Action Intégraliste Brésilienne » est alors devenue « L'Action Brésilienne de Culture », mais elle pouvait garder ses journaux, surtout l'organe central « A Offensiva » (L'Offensive) quotidien qui paraissait à Rio jusqu'à ces derniers jours.

Instrument direct de la pénétration nazis dans le pays, subventionnés par les banques et établissements allemands quelquefois confondus dans les organisations nazistes dans les Etats du Sud du pays (Parana, Rio Grande do Sul et surtout Santa Catharina) les coups portés contre « les chemises vertes » tombaient par là même sur les fonctionnaires et agents directs du nazisme allemand. L'offensive économique de l'impérialisme allemand au Brésil était menée parallèlement à l'offensive idéologique et politique du fascisme indigène, dont Vargas à un certain moment fut le principal animateur.

Par suite d'un accord commercial avec l'Allemagne par lequel le Brésil s'engageait à recevoir en « marks compensés » le paiement de ses exportations en Allemagne, celle-ci a réussi à prendre la première place parmi tous les pays exportateurs pour le Brésil, c'est-à-dire en évinçant même les Etats-Unis qui détenaient cette place

suis de près par l'Angleterre depuis la guerre.

Le capital allemand contrôle aussi des mines de cuivre dans le nord-est du pays, les mines de nickel dans le Goyaz et a obtenu de Vargas lui-même une grande concession de 523 mil hectares de terrain (pétrolier, à ce qu'on croit) dans le Mato Grosso, frontière avec le Paraguay. Et depuis longtemps des industriels allemands luttent pour obtenir une concession sur les mines de fer de Minas Geraes.

Pressé par le patron de Wall Street, d'un côté, et par la nécessité de se défendre de l'autre, Vargas doit prendre des mesures contre le développement des organisations nazies au sud du pays, où habite une population germanique de près de 800.000 personnes, qui ont leurs écoles propres, leurs associations culturelles et sportives, etc., nouées par le totalitarisme national-socialiste. Un décret du gouvernement de cette année a défendu l'existence de ces formations politiques et partisanes étrangères et le port d'insignes et d'uniformes des partis politiques étrangers, comme il l'avait déjà fait pour les partis nationaux.

Voilà plus d'un mois, un dernier coup fut donné quand le gouvernement a défendu le fonctionnement des écoles étrangères et l'enseignement dans ces écoles des langues étrangères. Ces établissements étaient particulièrement nombreux dans les régions de colonisation allemande, italienne et japonaise. Dernièrement encore Vargas fut forcé d'expulser du pays certains

meneurs nazistes par trop agissants. L'Allemagne a même protesté contre le traitement infligé à la minorité nationale » allemande du pays. En réponse le gouvernement nie le caractère de « minorité nationale » aux colons immigrés.

D'après les journaux du pays et d'après les renseignements officiels en mars déjà il y aurait eu une tentative générale de soulèvement de la part des intégralistes. Il est vrai qu'après des arrestations en masse eurent lieu non seulement dans les milieux civils mais parmi les officiers de l'armée et de la flotte. Parmi ces arrestations une partie assez grande était d'anciens politiciens bourgeois, quelques-uns même connus par leur opposition à Vargas au nom de la démocratie. On a compté alors plus de 1.500 arrestations. Partout dans les anciens locaux des « chemises vertes » à travers le pays la police a découvert des dépôts d'armes et de munitions.

Cependant on sait que les intégralistes s'étaient scindés : une partie, la majorité, voulant s'adapter à la situation et cesser la lutte contre le « nouvel Etat » et une autre partie, la minorité, composée surtout des éléments militaires s'est décidée à mener la lutte contre Vargas. Le chef des « chemises vertes », Plinio Salgado, serait plutôt du côté des modérés.

D'après ces conditions et d'après les noms des meneurs parus dans les journaux ces jours derniers, il est indéniable que les « intégralistes » ont pris une part active dans le « putsch » du 11 Mai. Mais il n'est pas encore

exclu que le mouvement ait été organisé non pas par les « intégralistes », — ou tant que parti — mais par sa minorité, en alliance avec des agents politiques de l'Union démocratique brésilienne, parti qui représentait plutôt les intérêts de l'impérialisme anglais et des couches bourgeoises les plus avancées (industriels et agriculteurs capitalistes) concentrés pour la plupart dans le sud du pays (Sao Paulo, Rio Grande do Sul, Minas). Quoiqu'on n'ait pas encore des données positives là-dessus, certains faits peuvent nous le faire croire, ainsi que l'arrestation de plusieurs personnalités non intégralistes (civils et militaires) et le fait qu'il y a eu (à ce qu'il paraît) des tentatives d'attaquer les prisons dans le but d'ouvrir leurs portes.

Ainsi la « démocratie » pour Vargas consiste maintenant à « lutter » contre l'impérialisme allemand et contre les restes des « intégralistes » qui n'ont pas adhéré ou qui n'ont pas abandonné la politique pour aller se coucher chez soi, comme de gentils fils de famille. A ce compte vraiment bon marché Roosevelt lui donne un diplôme de démocrate et après Roosevelt il est probable que les staliniens fassent la paix avec Vargas. Déjà la « Pravda », du 17 avril, disait dans un article intitulé : « Les agresseurs fascistes aux frontières des Etats-Unis » concluait : « Le contre-poids pour toutes ces forces destructrices du fascisme peut être seulement l'action commune des Etats-Unis avec tous les éléments démocratiques de l'Amérique latine et une politique extérieure plus active des Etats-Unis pour pouvoir opposer à l'agression fasciste. » Selon ce critérium Vargas est maintenant le champion de la démocratie en Amérique latine malgré qu'il ait supprimé les libertés publiques plus élémentaires, y compris le droit de grève, institué le syndicalisme d'Etat obligatoire, dissous tous les partis politiques fermé le Parlement, couvert le pays de camps de concentration et même de « patronages agricoles » pour les enfants de ceux qui tombent sous les

des tortionnaires du Guépéou, la libération des partis ouvriers, la reconstitution des Comités ouvriers, paysans et soldats, seules ces mesures permettront de vaincre Franco, et le capitalisme avec lui.

Nous avons déjà dit que nos camarades de Barcelone étaient accusés d'avoir tué le capitaine Léon Narvitch. Ce Narvitch joua un rôle équivoque dans le passé, Lithuanien d'origine, ayant milité dans les cercles communistes juifs, il fut en contact il y a quelques années avec des camarades oppositionnels en Belgique. Engagé dans les brigades internationales, il entra après mai 37 en contact avec certains camarades du P.O.U.M. et de la IV^e Internationale. Cependant, il ne fut jamais membre de ces organisations. Le plus probable est qu'il fut assassiné par les staliniens eux-mêmes.

Plus clair est le rôle joué par celui que l'acte d'accusation publié dans notre numéro 77 appelle « Max ou Joans ». Ce Max est incontestablement un provocateur à la solde de la Guépéou. Il voyage souvent en France. Probablement, c'est lui qui se fit passer pour un « trotskyste » auprès de certains camarades et qui les moucharda.

Rectifions à ce sujet deux erreurs de traduction dans l'acte d'accusation. Au lieu de : « Attendu que tous ceux qui sont antérieurement cités... tentèrent d'assassiner L. Narvitch... Grandizo s'étant jeté sur lui tandis, etc... » il faut lire : « Attendu que tous ceux qui sont antérieurement cités... déclarent d'assassiner L. Narvitch, Grandizo tirant sur lui tandis, etc... »

Démasquons le terroriste stalinien Georges Mink

Georges Mink a débarqué au début de la semaine à Vera-Cruz. Il est connu sous ce nom aux Etats-Unis (représentant la police de l'immigration comme voleur), et fut le directeur de la « Union Workers Industrial Union » organisée à New-York par le parti communiste il y a 9 ans.

Plus tard, après l'écueil de cette « Union », il fut connu à Moscou comme l'associé de Juliet Stuart Poyntz, dans l'Internationale syndicale rouge, où il travailla en réalité comme un agent du Guépéou, spécialement chargé de la surveillance des communistes américains et autres visiteurs des bureaux de Moscou. Il est parent par alliance de Arnold Lovozov, ancien secrétaire de l'Internationale syndicale rouge.

En 1935, le New-York Times publia une dépêche datée de Copenhague, 30 juillet, disant que « deux américains, Georges Mink et Nicolas Sherman, arrêtés il y a deux mois, ont été condamnés aujourd'hui à 15 mois de prison sous l'accusation d'espionnage ». Ils avaient été arrêtés pour espionnage pour le compte de la Guépéou.

Plus récemment, Carlo Tresca, éditeur du journal anarchiste si martelé sur la base d'investigations secrètes faites en Espagne par les anarchosyndicalistes, pouva que Mink travaillait depuis plus d'un an comme chef de la Guépéou à Barcelone, où sous le nom de Alfred Riez, il fut avec ses agents l'instrument de l'assassinat de centaines de militants anarchistes, membres du P.O.U.M. et de la IV^e internationale.

C'est Riez et son aide « Herman » (Nicolas Sherman ?) qui assassinèrent Camille Berneri et Barbieri. C'est Mink qui déclara au milicien anglais Parker, blessé le 31 avril 1937 — à la veille des événements de mai à Barcelone — que « dans quelques jours, il attraperait Moulin et les autres damnés trotskystes ». Moulin échappa à ce moment, mais fut capturé et tué en août. C'est Mink qui fit arrêter John-Mac-Nair, représentant du Bureau de Londres, à Barcelone. Il est aussi responsable de l'enlèvement de Erwin Wolf et de Marc Rein. Mink agissait en plein accord avec Antonov-Ovsenko. Nous avons déjà signalé les pratiques de « Riez » dans la Lutte ouvrière du 31 mars (n° 72).

Maintenant, cet assassin à gages de Staline est envoyé au Mexique comme les meurtriers de Reiss, Abibat et Martignat. Leur but est d'assassiner Léon Trotsky. En même temps qu'eux sont arrivés toute une série d'agents divers : le « capitaine » Ralph Bates, retour d'Espagne, etc...

Encore une fois, nous posons la question à tous les secteurs du mouvement ouvrier : laissez-vous se développer ce gigantesque appareil de terreur anti-démocratique et anti-ouvrière, qui rivalise avec la Gestapo sur la surface de la terre entière dans l'art de massacrer le prolétariat ?

Coups des lois d'exception, remplis ces camps et les prisons de plus de dix mille victimes, dont la grande majorité est composée d'ouvriers conscients d'intellectuels révolutionnaires, des démocrates petits bourgeois, etc.

Pour lutter vraiment contre le fascisme soit de fabrication indigène, soit d'importation, il faut organiser les masses et mener la lutte de classes implacable dans le pays et contre Vargas. Il n'y a qu'un cas où on pourrait appuyer même Vargas tout en gardant l'entière indépendance et complète opposition politique; ce serait dans le cas où le pays serait attaqué par une puissance impérialiste comme c'est le cas pour la Chine. Mais alors le cas pourrait se présenter que l'agresseur soit non pas Hitler ou le Mikado mais le progressiste Roosevelt lui-même. Le Mexique a déjà connu une éventualité semblable sous le gouvernement du non moins sincère pacifiste et grand démocrate Wilson.

Pour sauver le pays du fascisme et de l'impérialisme, il faut un parti B. L. qui mobilise toute la masse du peuple contre Vargas, contre les propriétaires féodaux et le capitalisme international et national.

Au Congrès de la Fédération Postale

ÉCHEC AUX STALINIENS !

Certes si le quitus de l'action passée a été donné au secrétariat par 880 mandats contre 142, il faut tenir compte que la grosse majorité des intervenants ont apporté de fortes réserves. Pour la première fois, peut-on dire, on a vu une levée de boucliers contre la politique de la fédération postale et de la C.G.T.

Nombreux sont les camarades qui n'assimilent pas l'union sacrée, et se sont aperçus de la duplicité du Front populaire. Malheureusement, de trop nombreux délégués, par sympathie personnelle ont cru devoir voter le rapport moral — après s'être publiquement désolidarisés de l'action menée par le bureau fédéral. Il est regrettable que ces camarades n'aient pas eu le courage d'être conséquents. Voici quelques interventions typiques :

Bertin (Employés Savoie) déclare voter le rapport moral mais condamne d'une façon formelle la politique suivie par la fédération. Notamment au sujet de l'attribution de la deuxième indemnité de vie chère, et s'élève contre le cumul des mandats politiques et syndicaux.

Léonard (Calvados) adresse les mêmes critiques, dénonce l'attitude de la C.G.T. lors de l'emprunt de la défense nationale, s'élève contre la décision de la C.A. de la C.G.T., demandant un gouvernement de salut public. Plus conséquent que Bertin, il votera contre.

Fersing (Paris) fait une critique serrée du rapport moral. « Nous avons obtenu toutes les revendications que nous aurions pu formuler en juin 1936, sans occupations, ni cessations de travail » dit Perrot dans son rapport. Cependant, les postiers n'ont pas encore les 40 heures, leurs traitements n'ont pas été réajustés au coût de la vie. Cette camarade s'élève violemment contre l'attitude de la C.G.T. et de la fédération sur la défense nationale. La minorité parisienne votera contre.

Calvez et Giroux (Paris) font des critiques analogues, mais voteront tout de même le rapport moral. Ainsi ces camarades s'insurgent en parole contre le secrétariat, pratiquement facilitent la passivité des dirigeants.

C'est Fleury qui, au nom des employés de Paris défend l'action menée pour les revendications et fait un long plaidoyer pour le Front populaire, rien d'étonnant de la part d'un Conseiller municipal de Paris. Cependant Legué, au nom de la minorité, qui repousse le rapport, stigmatise l'attitude de la centrale ouvrière.

Bonnemains (Rouen), Dénat (Bouches-du-Rhône), Claret (Vaucluse) s'élèvent contre le Front Populaire et la pratique de la collaboration des classes, ils voteront contre le rapport de Perrot.

L'arrivée de Jouhaux crée un résonnant dans le Congrès. La deuxième journée de ces assises est en partie réservée aux discours des représentants d'organisations sœurs. On reproche bien à Girou de Cartel des services publics « les 150 francs ou la mort » et bien des délégués ne le prennent pas au sérieux.

Jouhaux enfin fait son entrée sur la scène. Applaudissements, coups de sifflets et huées s'entremêlent. L'Internationale retentit et quelques délégués reprennent le couplet des « généraux » Cette manifestation démontre l'hostilité des travailleurs postiers à la po-

litique capitaliste que dirige le secrétaire confédéral.

La question des travailleurs nord-africains attire l'attention du Congrès. Aurange (Maroc), Morin (Constantine), Favreau (Oran) exposent la situation douloureuse des indigènes. Le Front populaire avait fait naître un grand espoir chez les arabes ; mais ce qui a été promis n'a pas été fait. Dans le sud, c'est la famine, la misère la plus complète. Pas de pain, pas d'eau, pas de vêtements. Ils en sont réduits à manger des racines avec lesquelles souvent ils s'empoisonnent.

L'impérialisme français maintient ces travailleurs sous sa botte et crée chez eux un esprit de révolte, qui donne aux fascistes des possibilités de recrutement, de pouvoir faire dresser les travailleurs nord-africains contre les ouvriers français. En Algérie, on est en train de rééditer le coup de Franco dans le Rif espagnol. La motion présentée par Aurange, est adoptée à l'unanimité. En voici les principaux points :

La fédération des P.T.T. affirme sa solidarité avec les populations indigènes de toutes les colonies.

Demande le relèvement du standard de vie des indigènes par une politique de paysannat, de l'hydraulique répondant aux besoins de ces populations :

— Que les conditions d'entrée au sein des administrations soient basées sur le principe qu'à égalité de devoirs correspond égaleté de droits.

— Pour les travailleurs indigènes, un salaire minimum vital et l'application intégrale et contrôlée des lois sociales en vigueur dans la métropole avec la participation de l'organisation syndicale la plus représentative.

— L'abandon de la politique de la colonisation officielle et l'expropriation des colons défaillants avec distribution gratuite de leurs terres aux indigènes.

— La création de nombreuses écoles.

L'échelle mobile des salaires est réclamée fortement au cours de la longue discussion sur les revendications.

C'est Chenna, des agents de Paris, qui ouvre la discussion. Il souligne un point que Perrot a oublié dans son rapport : c'est le relèvement des traitements de base. Chiffres à l'appui, ce camarade démontre qu'un débutant ne peut plus actuellement vivre à Paris. Il faut encore prévoir que les décrets-lois Daladier vont faire augmenter, dans un temps assez court, le coût de la vie de 30 %. Devant cette situation financière instable, résultante d'une situation économique qui ne peut se stabiliser, le seul moyen d'obtenir la parité de nos salaires est : l'échelle mobile des salaires. Pas d'argent, nous dirait-on ? Mais on en trouve pour les budgets de guerre ! D'autres diront, ce n'est pas possible de l'obtenir présentement ; contentons-nous d'une indemnité ! Ne pas poser le problème, c'est capituler d'avance. Ce qu'il faut, c'est envisager les moyens de lutte. La lutte pour l'application de l'échelle mobile. C'est la lutte pour la suppression du secret commercial, pour imposer le contrôle ouvrier.

Les autres camarades qui interviennent n'apportent aucun autre élément. La résolution adoptée par le Congrès reprend les propositions ci-dessus.

Le syndicat unique ne donne pas lieu à un long débat, les positions sont

prises d'avance. Les agents à la presse unanimité y sont opposés. Le vote donne le résultat suivant : pour : 503 mandats ; contre : 417, et 20 abstentions.

C'est la question de l'orientation qui va le plus passionner le congrès. Diverses tendances sont en présence, la commission des résolutions n'arrive pas à un travail de synthèse, les points de vue émis ne sont pas conciliables.

Bertin (Savoie) fait une longue intervention contre sur l'indépendance du syndicalisme, le non cumul des mandats politiques et syndicaux. Demande le retrait de la C.G.T. du Front populaire et sur la question de la lutte contre la guerre, accepte le défaitisme révolutionnaire. Fronty et Giroux abonderont dans le même sens, mais sur la question de la guerre, exposent les idées pacifistes et préconisent l'entente des peuples et une conférence internationale qui étudierait les moyens d'empêcher la guerre.

Lacaze soutient la politique du Front populaire et Boutenis développe longuement la politique du P.C., fait l'apologie du pacte franco-soviétique et se prononce pour les blocs des « démocraties » contre les pays fascistes.

C'est Chenna qui expose le point de vue révolutionnaire. Mais, alors que tous les autres camarades peuvent parler à leur aise (40 à 50 minutes), le président de séance — le stalinien Aurin — ne lui accorde que 20 minutes, après l'avoir interrompu à trois reprises. Chenna expose un large tableau de la situation internationale, il explique : le revirement de la politique anglaise, la signification des accords anglo-italien et franco-italien, l'attitude des « démocraties » anglaise et française, vis-à-vis des travailleurs espagnols. Il dénonce la politique de trahison des organisations ouvrières françaises y compris la C.G.T., le renforcement du chauvinisme avec les événements d'Autriche. L'ennemi numéro 1, dit-il, c'est notre bourgeoisie.

C'est elle qu'il faut abattre. La lutte contre la préparation de la guerre, c'est la lutte pour nos revendications : 40 heures, salaires, etc... Nous devons préparer la grève générale de masse avec occupations pour imposer le contrôle ouvrier. Cette lutte doit croître jusqu'à la prise du pouvoir par les travailleurs.

Si nous sommes incapables d'empêcher la guerre, alors la lutte de classe continue et il faut la transformer en guerre civile.

La Commission de l'orientation rapporte deux motions sur la guerre : une, tendance Bertin-Giroux, l'autre, tendance Chenna. Les stalinien s'étaient retirés de la Commission, l'accord s'est réalisé cependant sur l'indépendance du syndicalisme et la condamnation de la politique du Front populaire. C'est cette résolution qui sera la première exposée au Congrès. Mais la manœuvre a lieu, le bureau fédéral, aux ordres de Gourdeau, oppose un texte d'ensemble qui reflète les idées staliniennes. A trois heures du matin, le vote a lieu par mandats. La motion est adoptée par 519 mandats contre 424. Le Bureau fédéral est battu.

Mais le congrès est clos sans avoir précisé sa position sur le problème de la guerre.

ARNAUD.

Malgré Henri Raynaud les ouvriers exigent le congrès des délégués

(Suite de la 1^{re} page)

II. Demande à la C.G.T. qu'elle prenne l'initiative d'un tel Congrès national des délégués ouvriers et paysans ;

III. Demande la convocation d'un Congrès national de la C.G.T. pour en discuter et organiser la résistance à la réaction patronale, principalement contre les décrets-lois anti-ouvriers préparés par Daladier.

Le reste de la matinée fut consacré aux modalités de la fusion. L'après-midi fut consacré à la discussion des propositions de la C.I.M.T. Le camarade C. des instituteurs, fit un bilan général de la situation de défilé ou la politique de capitulation des dirigeants a conduit la classe ouvrière. Il attaqua l'Union sacrée où les dirigeants des syndicats mélangent leurs votes pour Daladier-Guerre avec ceux des Marin-Raynaud-Flamin et autres La Rocque. Il exposa la nécessité d'une politique révolutionnaire et appuya personnellement la résolution de la C.I.M.T. pour le Congrès des délégués.

A remarquer qu'à la fin de l'exposé du camarade C., écouté avec la plus grande attention par les délégués, Raynaud essaya une sortie théâtrale pour lui faire dire la parole sous prétexte qu'il parlait « depuis une heure ». Mais, malgré son « interdiction » (sic !), il fut obligé de se rasseoir et la démocratie fut imposée : le camarade C. put finir son exposé dans le plus grand calme.

La place manque pour rapporter la réponse tour à tour mielleuse et menaçante, patriotique et gauchiste, de Henri Raynaud. Elle fut pleine en tout cas (est-ce la pression des usines de la région ?) de phrases gauches.

Après plusieurs interventions (Roulet, Morin, Raoui, de Meulan), le représentant des instituteurs déposa une résolution disant en substance que les représentants n'étant pas habilités pour se prononcer, la résolution de la C.I.M.T. serait envoyée à tous les syndicats pour en discuter en assemblée générale. Raynaud demanda qu'il fut ajouté « dans le cadre du Front populaire ». Le camarade Morin paria alors de retirer sa résolution. Mais H. Raynaud proclama qu'en ce cas il la reprendrait à son propre compte et qu'elle serait envoyée non seulement aux syndicats de l'U.L., mais à toute la région parisienne.

C'est un engagement pris par Raynaud devant l'ensemble du Congrès. Nous verrons s'il tiendra sa parole. Le

vote sur la proposition de l'enseignement, modifiée par Raynaud, fut alors voté par l'unanimité moins une voix et une abstention (contre l'adjonction de Raynaud) la plupart des camarades minoritaires s'en remettant au texte même de la résolution déposée par la C.I.M.T. pour faire la clarté.

Bon Congrès dans l'ensemble, où la minorité révolutionnaire s'est affirmée et renforcée.

Un délégué.

La Grève du Nichrôme

Le 29 avril, la Direction du Nichrôme fait publier la « mise à pied », pour quelques jours, de 21 ouvriers ; la cause en était due à un homme qui, onze jours auparavant, avait (personne n'a vu ni ne connaît le « coupable ») lancé une bouteille de sable sur un chef. « Si, dans une demi-heure, le coupable ne s'est pas fait connaître, ou n'est dénoncé, les 21 ouvriers seront licenciés. » L'affiche était posée dans un coin sombre et personne ne put en prendre connaissance qu'à 5 h. 1/2. A 19 h. 30, les ouvriers se réunirent et se solidariserent en votant la grève. Mercredi dernier, au cours d'une entrevue à la Mairie, le Directeur refuse de discuter. Les ouvriers sont d'accord pour reconnaître au patron le droit d'une sanction, si toutefois le coupable est trouvé.

Les ouvriers, considérant que la Convention collective (art. 25) est violée, demandent le paiement intégral de leurs journées de grève, et qu'aucune sanction ne soit prise contre eux pour fait de grève.

La Direction patronale refuse le paiement des jours de grève. Convoquée à la Préfecture, elle fait défaut. La Préfecture a décréto l'arbitrage.

Après trois semaines de grève, les choses en sont là ; la solidarité patronale joue, le patron de la plus importante usine de la région (la C.I.M.T.) conseille à la Direction de Nichrôme de ne pas céder.

Le cynisme patronal est à son comble, en face de cela la solidarité des ouvriers jouera plus que jamais pour une rapide victoire. Ce coup de force leur montre plus que jamais la nécessité d'obtenir des garanties par le contrôle ouvrier sur l'embauche et la débauche. — La Cellule de Mantes du P.O.I.

A CANNES

La lutte contre "les dérogations"

La Lutte Ouvrière a dit comment la Convention nationale de l'Aviation permettait aux patrons d'imposer les 45 heures et s'opposait à la grève, permettant au pouvoir de quelques dirigeants de la Fédération des Métaux la solution des différents.

A Cannes, l'usine de la S.N.C.A.S.E. (ex-Romano) a résisté à l'application des dérogations, c'est ainsi que le secrétaire du syndicat des Techniciens a organisé une réunion des techniciens et des employés dans l'usine pour leur dire la position de la Fédération des Techniciens : maintien des 40 heures. La direction, forte des engagements de la C.G.T., lui faisait savoir aussitôt qu'elle ne tolérerait pas cette « pression sur les employés désireux d'accepter, à titre provisoire et dans le but de défense nationale, de faire cinq heures supplémentaires ». Cet avertissement fut envoyé à l'administrateur délégué à Paris, M. Arène, ainsi que la copie d'une réponse très digne du secrétaire des techniciens, Boyer.

Le 5 mai, M. Arène, licencié et le camarade Boyer, lundi 9 mai, à 14 heures tout le personnel occupait l'usine pour obtenir la réintégration et ce fut le vendredi matin à 4 heures que fut signé un accord permettant la reprise du travail, Boyer étant maintenu à l'usine. Cet accord laisse cependant des possibilités de manœuvres à la Fédération des Métaux et aux patrons car

il indique que la Direction garde son point de vue et à défaut d'accord avec les organisations syndicales poursuit l'affaire conformément à la loi de conciliation et d'arbitrage.

Après les licenciements de quatre camarades employés de la S.N.C.M. à Argenteuil (ex Lorraine) qui s'étaient exprimés contre les 45 heures, c'est au tour du responsable de Cannes, heureusement les ouvriers de Cannes ont résisté à la politique d'Union sacrée de leur Fédération. Puisse cette grève, être un exemple pour tous les travailleurs trompés par leurs directions de Syndicats et de Parti qui par leur politique de collaboration de classes les entraînent dans le courant d'union sacrée derrière leurs patrons.

La lutte n'est pas terminée à Cannes, le travail est repris mais la direction veut mater le personnel, le camarade Boyer reste visé. Profitons de la période présente pour dresser un barrage infranchissable. Un premier appel doit être lancé à toutes les usines d'aviation du pays :

1° Refus immédiat de toute dérogation aux 40 heures et réintégration des camarades licenciés.

2° Au cas de menaces de sanction, grève générale de l'aviation.

3° Solidarité dans la résistance des ouvriers de la métallurgie dite de défense nationale et des arsenaux.

DANS LES VOSGES

Échos du 1^{er} Mai

Le 1^{er} mai est écoulé, et les manifestants étaient bien moins nombreux que l'an passé : l'année dernière à Remiremont 2.000, cette année 600 et pas de cortège public, mais une simple réunion.

Un orateur du P.S. tenta une pitoyable défense de Blum, et un orateur du P.C., René Uni, fit un exposé sans programme ni mots d'ordre ; ils ne recueillirent pas les applaudissements de l'an dernier. Mais un délégué de la C.G.T., rappela brièvement l'origine du 1^{er} Mai, et appela les prolétaires de tous pays à s'unir contre leurs propres impérialismes ; il fut très applaudi.

Camarades, il ne faut pas se décourager, ne désertons pas la C.G.T., si la misère augmente, renforçons nos syndicats. Pour créer le désarroi, les patrons organisent le chômage.

Chez les carriers, la colère monte ; ils demandent 20 pour cent d'augmentation. Le requin Douvier, président du syndicat patronal, provoque les délégués, fait pression sur les immigrés, et veut aboutir à des grèves isolées.

Contre l'attaque patronale : renforçons la C.G.T., exigeons le respect de la démocratie syndicale, posons nos conditions et préparons l'élargissement de la grève à tous les carriers, et à toutes les corporations.

P.O.I. - J.S.R. des Vosges.

crés à la lutte pour les Comités, comme nous l'a montré leur propagande et leur journal d'organiser une campagne nationale pour la création dans tout le pays de vrais Comités ?

Un groupe d'ouvriers de l'Ichy.

Les chômeurs de Colombes à l'action

Dans le but bien évident de paralyser l'action des chômeurs, le dernier congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne a décidé le rattachement du mouvement des chômeurs à celui des syndicats.

Cette mesure ne fut pas du goût des Chômeurs de Colombes, aussi, un groupe de ceux-ci a décidé de mener l'action pas sa propre initiative.

C'est ainsi que le jeudi 5 mai, ils manifestèrent contre les 45 heures devant chez Gnome et Rhône, à Gennevilliers et le jeudi suivant, dans une autre usine d'aviation, chez Hispano-Suiza à Bois-Colombes.

Si la première fois, la manifestation se déroula au milieu de la sympathie des ouvriers, pour la deuxième, ce fut tout autrement et l'on assista à cette chose formidable que les ouvriers de chez Hispano accusèrent les camarades qui manifestèrent de ne pas être des chômeurs. Une partie d'entre eux ayant leur carte en poche, purent se justifier, et qu'en tous cas, ils ne comptaient rien des directives du syndicat, que si celui-ci avait accepté les 45 heures, c'était pour éviter les 48 heures.

L'initiative des chômeurs de Colombes est à généraliser partout. Ce n'est que par l'union des sans-travail et des chômeurs en surris que les uns et les autres obtiendront leurs légitimes revendications. Si de telles manifestations se déroulent à travers toute la France il est indiscutable que les dérogations et assouplissements aux 40 heures recevraient un coup mortel.

A l'action contre les 45 heures, leur suppression sans diminution de salaires.

Un correspondant.

La séance du Comité Central du Parti

Le Comité Central du P.O.I. s'est réuni le 8 mai, avec la présence des membres de province, élargi aux représentants de la J.S.R. et de la région parisienne. En tout 30 camarades ont pris part aux débats.

Trois rapports étaient à l'ordre du jour :

- 1) La situation politique et les grèves de la métallurgie ;
- 2) L'organisation du parti ;
- 3) La crise de la S.F.I.O. ;
- 4) La situation dans la IV^e Internationale.

Il a été décidé que le procès-verbal du C.C. ainsi que les rapports et documents soumis à la discussion seraient édités rapidement. Nous nous bornons donc à souligner les conclusions essentielles.

LA SITUATION POLITIQUE.

La résolution adoptée explique l'étape actuelle de la crise économique et sociale et la fonction du gouvernement Daladier.

Tous les efforts du parti doivent être orientés vers le programme d'action, comme plate-forme de rassemblement, de front unique ouvrier, dans les directives suivantes :

— Lutte contre la vie chère, la hausse des prix, la baisse des salaires réels, sous le signe du contrôle ouvrier ;

— Explication systématique de la nécessité des conseils ouvriers, des comités d'usines, comme embryon de pouvoir prolétarien ;

— Défense des droits démocratiques : pour les étrangers, les colons, la liberté de la presse, le droit de grève, etc... ;

— Défense armée contre le fascisme : milices ouvrières, campagne contre le CSAR.

OU PORTER L'EFFORT ?

1) Dans la C.G.T., travailler à orienter vers le programme d'action marxiste le « Cercle syndicaliste lutte de classes » et d'une manière générale les minorités révolutionnaires, créer dans les usines des cellules et noyaux P.O.I.

2) Comités d'action commune, avec des socialistes de gauche, les anarchistes, des stalinien, qui ont des mots d'ordre précis, ou dans des situations délimitées (grèves, actions anti-fascistes, etc...). De telles actions communes peuvent être aussi conduites contre les différents aspects de la politique militariste.

B. GREVE DE LA METALLURGIE. Le C.C. a enregistré le travail fructueux mené par la région parisienne. Il a cependant apporté une critique sur deux points :

1) Le parti a insuffisamment lié aux revendications des grévistes le but général : expropriation des usines et les faisant marcher lors de l'occupation. (Etape supérieure du contrôle ouvrier) ;

2) Il était erroné d'accuser en bloc les stalinien d'avoir déclenché la grève, au lieu de s'appuyer sur l'état d'esprit de la base stalinienne qui avait déclenché le conflit contre la volonté des chefs.

Sur ce dernier point, une minorité du C.C. (2 v.) s'est prononcée pour l'approbation de la politique consistant à accuser en bloc les stalinien d'avoir déclenché le mouvement.

C. SITUATION DE L'ORGANISATION.

Un rapport détaillé a été fait de la situation d'organisation dans la région parisienne et en province. Les camarades du Nord, de l'Aisne, du Rhône, de la Drôme, du Finistère, ont pris part à la discussion. Le développement des régions du Nord, Lorraine, méditerranéenne a été souligné.

D. LA CRISE S.F.I.O.

La tactique du parti vis-à-vis du développement de la G.R. pivoteuse a été approuvée unanimement. La lettre ouverte reste la base de notre action.

Tous les efforts doivent être faits actuellement pour collaborer avec le courant qui s'est déclaré dans la G.R. favorable à un travail commun avec le P.O.I. et à la discussion programmatique avec lui.

Les camarades comprennent bien que l'orientation vers le nouveau parti sur la base du marxisme révolutionnaire est la seule condition pour éviter l'effondrement.

Dans une série de régions (à Paris, Nord, Aisne, Somme, Loire-Inférieure, Orléans, etc...) ; des camarades de la G.R. sont entrés et entrent en contact avec nous. Il faut les aider à rompre définitivement avec Blum-Paul Faure ; ce que Pivert s'efforce visiblement d'éviter.

Quelques camarades G.R. ont rédigé une lettre exigeant la rupture avec la S.F.O. et le travail avec le P.O.I.

E. SITUATION INTERNATIONALE.

Le C.C. a entendu un rapport sur la situation du mouvement de la IV^e et la discussion pour la Conférence.

La situation des principales sections a été examinée. Le C.C. publiera bientôt, pour la discussion internationale, 1) une thèse générale sur « l'agonie du capitalisme et la IV^e », communiquée par le S.I.

2) Des thèses complémentaires sur les colonies, sur le programme de la IV^e, des rapports sur l'Amérique, les Balkans, le Front Populaire en France, sur la révolution espagnole.

Le C.C. s'est aussi accordé sur la nécessité pour notre mouvement d'en finir avec l'étiquette « pour la IV^e internationale », alors qu'une série de courants confus, sont aussi « pour » en apparence, et contre en réalité. La Conférence Internationale devra décider que notre mouvement est la IV^e, en lui donnant un nom défini et un statut précis. C'est sur cette base que ses progrès et son élargissement seront facilités.

Un groupe d'ouvriers répond à Honel

(Suite de la 1^{re} page)

Ton parti n'a-t-il pas dans l'Afrique du Nord dénoncé à l'administration fasciste l'activité anti-impérialiste du néo-Destour du Parti du Peuple algérien, de ces militants de l'ancienne Etoile nord-africaine, que nous avons à nos côtés dans la lutte contre le patronat et contre le fascisme.

Tendre la main aux fascistes, soutenir l'union nationale, avec des députés patrons par La Rocque et Doriot, traiter de fascistes ceux qui veulent la révolution et l'action directe, avec cette politique ton parti a pris une grande responsabilité dans l'avance du fascisme.

3) Tu soulignes dans ta lettre les inquiétudes des ouvriers concernant la situation économique. « Ils vivent actuellement sous le coup brutal des décrets de dévaluation de la monnaie et d'augmentation massive et illégitime des impôts générateurs de vie chère et de nouveaux soucis quotidiens, dans l'appréhension de graves atteintes aux 40 heures ».

Tout cela est vrai. Mais, encore une fois, ce n'est pas le résultat de l'opération du saint-esprit. Nous devons, pour être complets, ajouter au tableau : cette politique de dévaluation et de misère a été réalisée après les votes de confiance du Parti socialiste, du parti communiste. Les dévaluations précédentes de Blum, puis de Bonnet-Blum, ont été acceptées dans les actes par le Parti communiste. Et n'est-ce pas la C.G.T., avec l'approbation du Parti communiste qui a accepté les premières dérogations dans l'Enquête sur la production décidées unanimement par Frachon et Gignoux, contre les 40 heures, Léon Blum, avec ton vote et celui de ton parti, n'a-t-il pas présenté un plan prévoyant les dérogations aux 40 heures pour la défense

nationale, avec « possibilité d'extension » aux autres « secteurs industriels » ?

3) Enfin tu mentionnes quoique sans y insister et sans même lui donner d'importance (pourquoi ?) l'inquiétude grandissante devant le danger croissant de guerre.

Nous nous rappelons, à ce propos, ce que disait l'Humanité auparavant : la guerre est le produit des antagonismes des impérialismes. Notre impérialisme c'est la France. Aider notre impérialisme en votant le budget de guerre c'est contribuer à accroître le danger de guerre. André Marty disait même : « Les prolétaires ne veulent ni de la peste fasciste de Daladier. Ils veulent leur propre gouvernement ouvrier et paysan qui lui luttera réellement pour la paix » (Internationale Communiste, août 1933).

Nous savons, ainsi qu'on nous répond que la situation a changé mais ce changement consiste dans l'aggravation même du danger signalé.

Or, si la politique d'André Marty était la bonne en août 1933, aujourd'hui que le danger est plus grand, cette politique doit être appliquée avec d'autant plus de force.

Le mal reste le même. Il ne faut pas changer le remède, mais augmenter la dose. Maurice Thorez devrait, dans ses articles de cette politique de passage brusque de cette politique de finie par André Marty, à celle qu'il a illustrée. « Nous aimons notre pays, veuve », avec son parti et aussi André Marty, en votant les crédits de guerre impérialistes.

4) Par conséquent, si les faits que tu soulignes sont exacts, et chacun en convient, il faut pour la vérité et ajou-

ter qu'ils se sont produits avec la participation du parti communiste. Cela veut dire que la politique du parti a été directement hostile aux intérêts des travailleurs, et qu'il faut changer de parti ou de politique.

Or, déjà la réponse de Maurice Thorez, le fait qu'il dissimule les responsabilités du parti, qu'il continue à préconiser la même politique dite « d'union » (en réalité de désunion) est prévue d'avance : La « politique du Front populaire » continue !

Maurice Thorez dit cependant une chose qui doit être retenue parce qu'elle est en contradiction avec tout le reste de son article. « L'Unité du Front populaire se trouverait renforcée par la constitution à la base, dans les usines, dans les quartiers des grandes villes dans les plus petits villages de Comités élus, démocratiquement dans des assemblées convoquées à cet effet. »

Voilà, peut-on dire, des années que périodiquement le Parti communiste nous parle de ces comités. Mais comment nous dit Thorez, il s'agit d'une « opinion » dont il ne « fait pas une condition absolue de collaboration avec les amis et alliés ». Soit. Mais pourquoi, pour sa part, le Parti communiste renonce-t-il à réaliser cette opinion, pourquoi n'a-t-il pas créé le moindre véritable comité démocratiquement élu, pourquoi, dès que les radicaux se sont élevés contre les Comités (« ministères des masses ») l'Humanité a abandonné sa campagne ?

Ici, nous touchons au fond de la question. Le Comité comprenant toute la masse, est en effet la seule forme de l'unité réelle. Créer partout de tels comités, c'est cela réaliser ce front ouvrier et paysan que nous voulons. Mais cela suppose un choix : ou accepter l'ultimatum des radicaux et rester dans la capitulation, ou se passer des radicaux et passer à l'action.

Nous ne nous bornons pas en terminant à te poser cette question à toi et à Maurice Thorez : Nous te lançons un défi.

Le Parti communiste accepte-t-il d'organiser avec le P.O.I. et les J.S.R. qui se sont depuis les débuts consa-

A bas les impôts Daladier-Marchandeu !

Les petits paysans et petits fermiers subissent une dure secousse. La gelée et la sécheresse ont anéanti une très grande quantité de la récolte fruitière, des légumes, des fourrages. La récolte de céréales elle-même sera endommagée.

Naturellement ce seront les petits, et non les gros, qui vont pâtir. Sans compter les ouvriers agricoles qui seront en chômage et dont les patrons des grosses fermes vont baisser les salaires.

Les gros peuvent stocker, spéculer. Sur les marchés, les prix augmentent déjà vertigineusement. On cite dans le Doubs, le coin, qui valait encore 50 r. les 500 kilos, et se vend maintenant 200 fr. La pomme de terre, qui se vendait 40 à 50 fr. le quintal en automne, vaut maintenant 100 fr. Seuls quelques privilégiés pratiquent ces prix ; mais les petits producteurs, les paysans parcelaires, vendront la maigre récolte pour pas cher aux gros producteurs.

Les ruines vont s'accumuler, aussi dans les régions viticoles. La Champagne et le Saône, dominés par les gros agrariens, n'ont jamais adopté la caisse sur les calamités agricoles, ni le projet sur les coopératives. Et pour calmer la colère des paysans, ils pensent distribuer quelques millions en aumônes...

En réalité, cette crise met à nu toute la misère de la masse paysanne, son pouvoir d'achat va diminuer de dizaines de milliards au moment où Daladier augmente les impôts de 3 % et où les prix industriels vont encore monter. Le résultat sera : la vie chère et la misère des masses.

Aux grands maux les grands remèdes.

Quelles sont les propositions qui sont faites par le Front Populaire ? Elles se résument ainsi : règlement immédiat des secours de calamités pour 1936 et 37, augmentation des crédits de calamités pour 1938 ; caisse nationale des calamités pour 1939 ; taxation des produits nécessaires à l'alimentation du bétail ; importation de foin ; prise en charge par l'Etat d'une partie des impôts communaux ; délais en faveur des débiteurs du crédit agricole ; crédit aux communes pour l'ouverture de chantiers ; extension des allocations familiales ; création de la retraite aux vieux travailleurs.

En somme, ces mesures se réduisent à une seule : les crédits. Et où prendre l'argent ? C'est le moment de faire payer les riches !

Mais voici les propositions de Renaud Jean et W. Rochet : prélever 3 milliards sur le compte de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque de France. En somme, imprimer des billets, faire de l'inflation. Mais l'inflation (baptisée dévaluation) retombe finalement sur le dos des masses travailleuses sous forme de dépréciation de la monnaie et de hausse des prix.

Autre proposition pour financer la caisse des calamités (W. Rochet) : demander à chacun sa part ». Chacun, c'est l'Etat, les patrons, et les paysans : subvention de l'Etat, majoration de l'impôt foncier, taxe à la vente des produits agricoles, voilà comment on veut « faire payer les riches ».

Toutes ces mesures méconnaissent la gravité de la situation, méconnaissent le fait qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour tous les exploités de la campagne. Ce qui est nécessaire, c'est un ensemble de mesures qui achèveront les paysans vers l'expropriation des trusts et banques qui les dépouillent et les rançonnent.

Moratoire général des dettes ! Examen de toutes les créances par les comités de paysans travailleurs !

Crédit à bon marché ou gratuit prélevé sur un impôt sur les gros revenus et grandes fortunes.

Lutte contre les nouveaux impôts ! Organisation par les comités paysans de cette lutte.

Voilà la seule voie dans laquelle les paysans travailleurs peuvent s'engager avec une chance de succès. Pour ces mesures, ils trouveront l'appui des ouvriers, des fonctionnaires, de tous ceux qui veulent la révolution sociale contre les privilèges et monopoles des trusts, contre les banques insatiables, contre les spéculateurs.

SECOURS INTERNATIONAL SOLIDARITE-LIBERTE : Grande Conférence Publique d'Information, VENDREDI 27 MAI 1935, à 21 h., MAISON DES LOISIRS, 169 bis, rue Marcadet, métro Lamarck. « Le drame du prolétariat espagnol », par YVES LEVY, de la Fédération Socialiste de la Seine. « La situation en Tunisie », par KÉLÉEN CHALLAYE (revenu d'Afrique du Nord). « Le Statut des Etrangers », par GÉRARD ROSENTHAL, du S.I.S.L.

La Gauche Révolutionnaire avant le Congrès de Royan

Un courant s'organise contre la capitulation et pour le travail avec le P.O.I.

Dans le dernier numéro de la Lutte Ouvrière, nous mettons les camarades de la gauche révolutionnaire en garde contre les tractations de somme menées par leurs dirigeants. Nous montrons qu'une soi-disant victoire statutaire ne serait achetée qu'au prix d'une capitulation politique. Nous soulignons que même sur le terrain formel la G.R., en renouant à toute campagne politique, se préparait une défaite. Des camarades de la GR nous ont objecté que Paul Faure bataillait en retraite.

Or, le journal de sa fraction, le Socialiste du 15 mai, est entièrement consacré à la lutte contre le trotskysme, « l'adversaire du parti ». Paul Faure et ses séides, ont été à l'école du procureur Vichinsky. N'écrivent-ils pas : « nous n'avons cessé de répéter... qu'une infiltration méthodique dans fasciste que trotskyste a été pratiquée (dans le parti) ». Ils accusent la GR d'avoir voulu la défaite électorale du P.S. dans la région parisienne en mai 36. L'essentiel des articles vise à identifier l'adversaire, et les bolcheviks-léninistes. Cueillements seulement deux citations « Les bolcheviks-léninistes sont entrés (en 1934) dans la S.F.I.O. Ils y sont demeurés en dépit de quelques mesures individuelles d'exclusion (sic). Marceau Pivert est devenu leur chef (re-sic) ». « Le parti s'est défendu contre le bolchevisme de Lénine ; qui donc lui refusera le droit de se défendre contre le bolchevisme de Trotsky ? ».

Laissons-là pour aujourd'hui les citations tronquées, les faits déformés, et la technique classique de l'amaigame. Nous y reviendrons pour tracer la véritable histoire de l'exclusion des bolcheviks-léninistes de la S.F.I.O., en même temps que pour rappeler les premiers pas de la GR, qui se firent (déjà !) dans la capitulation devant l'ultimatum de Paul Faure ; enfin, pour faire honnêtement le bilan des fautes commises alors par nous. La lutte ouvrière a suffisamment critiqué les positions confuses et les attitudes ambiguës de Marceau Pivert pour qu'il soit difficile de nous confondre avec lui.

Il y a à la fois du cynisme et de la vérité dans l'article du journal qui sévit au Socialiste. Vichinsky et les sous-Vichinsky du stalinisme international appellent « trotskyste » tout mouvement prolétarien qui veut poursuivre une politique révolutionnaire. Ils essayent ainsi d'anéantir par le poids de leurs honteuses calomnies tout mouvement révolutionnaire. Paul Faure les suit dans cette voie ; mais il est plus cynique : il déclare la guerre au bolchevisme au nom de la sacrosainte collaboration de classe. Pour la première fois, il abandonne les boniments pleurnichards sur la scission de Tours pour se féliciter d'avoir chassé le bolchevisme (nous croyions que le bolchevisme l'avait forcé à fuir). Il se prépare à remplir le même office, pour la plus grande satisfaction de la bourgeoisie française. Mais par là même il pose le problème sur son véritable terrain, le terrain politique : il montre que les statuts lui importent peu, il demande au Congrès la représen-

sion non contre des indisciplinés, mais contre des révolutionnaires.

Mais en attaquant si violemment le « trotskysme », Paul Faure fait plus : il montre aux militants de la G.R. la voie dans laquelle ils doivent s'engager pour être conséquents. Il a connu tant de social-démocrates de gauche que ceux-ci ne lui font pas peur ; pour l'avoir été lui-même, il sait que cela n'empêche pas de devenir ministre d'Etat et Union Nationale 100 pour cent. Mais les bolcheviks, les marxistes-léninistes, qui règlent leurs actes d'après leurs paroles, et leurs paroles d'après un programme et des principes rigoureux, il sait que ce sont les véritables ennemis ; aussi espère-t-il par ses attaques obtenir d'une part une cassure, dont le sens politique sera net, et aussi peut-être réveiller dans la gauche des sentiments anti-bolcheviks ; provoquer, surtout en province, des capitulations.

Ceci d'autant plus que la GR donne d'avance dans le panneau. La Fédération pivertiste de la Seine a publié un tract sur l'unité que Paul Faure-Blum aurait pu signer. On y accusait entre autre l'I.C. d'avoir fait la scission, on reprenait péle-mêle les attaques contre le stalinisme et contre le communisme, pour conclure sur la nécessité de l'unité. Pour nous, aujourd'hui, comme au temps du programme de Zinoviev, l'unité ne peut se faire que sur un programme marxiste sans équivoque ; c'est pourquoi précisément nous rejetons l'unité avec Paul Faure-Thorez au profit de l'unité sous le drapeau de la IV^e Internationale. La confusion sur les problèmes d'hier chez les dirigeants de la G.R. n'est que le reflet de leurs hésitations d'aujourd'hui.

Un numéro « intérieur » de Juin 36 du 10 mai montre bien que la direction de la GR a décidé de s'engager à fond dans la voie du compromis. Il contient un long mémoire juridique qui émane de la commission politique (sic) du Conseil Fédéral de la Seine. On y invoque longuement les statuts, discute les précédents, et l'on conclut : PAS DE PROCES DE TENDANCE !... Dans l'intérêt même de l'unité du Parti nous demandons à tous les camarades à juger avec bon sens et sérénité le véritable conflit et de ne pas le laisser dévier en procès de tendance ».

Autrement dit, il ne s'agit pas d'une question politique ; la politique ne doit pas être mêlée à cette discussion. Il n'y a plus qu'à tirer l'échelle. Bien mieux : « Nous sommes des socialistes unifiés et nous entendons le rester ». Autrement dit, nous sommes victimes de la politique d'Union Sacrée et nous entendons tendre le cou au couteau. Et pour finir ces relents de loge maçonnique et de jacobinisme pour banquets « Le Parti dont vous êtes et dont nous sommes se, fonde, comme la société que nous voulons construire, sur la communauté. La communauté socialiste ne vit pas de contrainte, mais de liberté. Entre le déshonneur et le courage (sic) nous avons choisi. A vous de choisir entre la justice et l'arbitraire (re-sic) ».

Un tel langage serait comique s'il ne

désorientait pas les militants de la GR, s'il ne réduisait pas l'affaire aux simples proportions d'une querelle de droit et s'il ne désorientait pas les militants qui se sont solidarisés avec Pivert parce qu'ils n'acceptaient pas de devenir les laquais de la bourgeoisie. Mais il y a mieux : il y a la capitulation pure et simple ; car on ne peut appeler autrement l'appel de l'Entente de la Seine des J.S. (pivertiste) au Congrès de Royan : « Le motif invoqué par le C.N.M. pour justifier notre exclusion était la parution d'un tract dont le teneur, quelque peu maladroite (sic), résultait de la nervosité (re-sic) provoquée par les différents incidents qui s'étaient succédé au cours de la Conférence et dont la responsabilité ne nous incombait pas ».

N'étant pas grammairiens, nous voudrions savoir si cela signifie que Châpelin et ses amis rejettent la responsabilité des incidents sur le C.N.M. ou s'ils rejettent la responsabilité du tract sur Weitz. Que les dirigeants ne se soient pas aperçus de l'ambiguïté de leur langage, n'est bien que leur désir le plus cher n'est pas de lutter pour l'unité révolutionnaire de la jeunesse, mais de s'arranger avec le C.N.M. et Paul Faure. Ils sont prêts à se désavouer eux-mêmes. Le compromis avec la droite implique ce désaveu. Car les conciliateurs viennent nous dire : reconnaissez donc que vous avez été trop violents ou maladroits, sinon nous ne pourrions pas vous défendre ». Puis vient Paul Faure : « Si vous admettez que votre langage a dépassé votre pensée, vous reconnaissez que nous avions raison de vous frapper. Si vous êtes prêts à le reconnaître, nous venons à arranger l'affaire ». Staline n'a pas procédé autrement avec les Radek et d'aveux en eux, ceux-ci ont été amenés à s'accuser des pires crimes. Paul Faure ne peut pas aller si loin, ne disposant pas du pouvoir, mais le mécanisme est le même ; comme celle de Staline, sa politique le besoin d'aveux ; mais comme à Moscou l'aveu ne sauve pas de la mort, c'est-à-dire de l'exclusion, les militants de la GR ont le droit et le devoir d'exiger que leurs dirigeants ne soient pas des Radek.

S'il faut encore une preuve de ce que le secrétariat ne se laisse pas attendrir, mais se soumet aux exigences de la bourgeoisie et aux nécessités de l'emprunt de défense nationale, il n'y a qu'à lire comment le Socialiste attaque les conciliateurs H. Sellier et Morizet : « Le Luxembourg, sur tous les terrains, entend poursuivre son combat ». André Marty-Capras est traité de néo-pivertiste. Paul Faure est donc décidé à aller jusqu'au bout, parce qu'il sait qu'il s'agit d'une lutte politique. Marceau Pivert, lui, recule et n'hésite pas à s'appuyer sur un homme qui, comme Sellier, a hautement approuvé les procès de Moscou, dont Paul Faure sait si bien s'inspirer.

Les conseils de capitulation ne manquent pas à Pivert. « Que faire » et Ferrat viennent de s'exprimer de la façon la plus formelle dans ce sens. « Que faire », n° 41). L'article auquel nous faisons allusion est consacré à une question formelle, à savoir : la Fédération de la Seine a condamné publiquement l'Union Nationale, mais seulement après que la tentative de Blum sur mandat du Conseil National eut échoué. Si elle avait réussi, « Que faire » pense que la GR n'aurait eu qu'à s'incliner tant qu'eût duré l'expérience. Au nom de la démocratie, cet article défend donc le droit des social-patriotes à réprimer et laisse aux révolutionnaires celui de se taire. Et voici la conclusion : « Mais il semble bien que l'esprit de scission soufflait aussi du côté de certains camarades de la GR. Il semble bien que nombre d'entre eux ne sont pas fâchés de quitter le parti socialiste dans l'espérance illusoire de créer un parti révolutionnaire. Répétons une fois de plus que cette voie nous semble profondément dangereuse dans la période actuelle. Elle ne peut que faire le jeu des courants réformistes (sic) et anti-démocratiques (re-sic) dans le P.S., alors qu'il s'agit de mener dans les organisations ouvrières de masse la lutte pour la démocratie, inséparable d'ailleurs de la lutte pour le parti unique du prolétariat ».

Le « Front Nouveau », organe du Parti Ouvrier Socialiste (A.A.I.) d'Allemagne se prononce dans le même sens (mai) : « Les perspectives ne sont guère favorables pour un nouveau parti ». Et le commentaire parle du peu de sens théorique et organisationnel des français, de l'influence du parlementarisme en France, et autres commentaires qui dissimulent mal la réalité : après avoir contribué à créer la GR, le SAP est en train de la tuer en la démoralisant, comme il se tue lui-même par sa politique à la remorque du stalinisme, pour l'unité organique, comme le groupe Ferrat se liquide pour subordonner sa tactique, et ses principes à l'espoir qu'il peut sortir de la conjonction de deux bureaucraties faillies autre chose qu'une faillite plus retentissante encore.

Seul le récent numéro de la Jeune Garde, organe du poujisme en France se prononce pour un nouveau parti révolutionnaire, et condamne la tactique hésitante de la GR. Le leader dit là dessus de fort bonnes choses ; mais pour qu'il ait attendu 5 semaines avant de se décider à le dire.

Et ne doit-on appeler complicité à la politique de capitulation le fait que les membres de la Jeunesse Socialiste Autonome aient adhéré à la J.S. pivertiste, couvrant donc la déclaration

Soutenons le puissant mouvement gréviste !

Le mouvement de grèves au cours du mois de mars a continué à se développer en Indochine. A Saïgon, une cinquantaine de tailleurs chinois des maisons Suong Nam et Suong-Hui se sont mis en grève pour réclamer : 1) l'application des lois sociales ; 2) une augmentation de salaire de 30 % ; 3) la solde mensuelle (suppression du travail aux pièces) ; 4) 10 cents de nourriture par jour en plus du riz ; 20 cents pour les 2^e et 16^e jours du mois ; 40 cents pendant les jours du Pét ; 5) le salaire entier en cas de maladie.

Les patrons, également des Chinois, ont proposé les améliorations suivantes qui furent acceptées : 1) Applications des lois sociales ; 2) augmentation de 10 pour cent ; 3) solde mensuelle ; 4) 8 cents de nourriture par jour pour chaque ouvrier en plus du riz gratuit ; 12 cents pour les 2^e et 16^e jours du mois et 30 cents pour les jours du Pét ; 5) demi salaire pendant 5 jours de maladie.

A Cholon, la grève des maritimes s'est terminée par la victoire ouvrière sur toute la ligne. Cette victoire a été obtenue surtout grâce à la solidarité des équipages des autres jonques, qui s'étaient refusés à jouer le rôle de briseurs de grève. Pendant plusieurs jours, plus de 350 jonques ont embouteillé les arroyos et canaux de Cholon. Plus de 4000 coolis avaient mis sac à terre. Dès les premiers jours, les petits patrons céderent. A la fin de semaine, les gros usiniers durent à leur tour souscrire aux conditions des travailleurs. C'est un magnifique résultat de l'action directe et de la solidarité prolétarienne.

A Bèntre 400 scieurs ont déclenché une grève. A Saïgon, les garçons de café du Chi Paï Païga se sont mis en grève pour réclamer : 1) la journée de 8 heures ; 2) une augmentation de 4 francs pour les salaires de 10 fr.

lamentable que nous avons citée, tandis que leur direction reste à l'écart, pour ne pas gêner l'action statutaire, c'est-à-dire renouent à l'action politique pour un parti révolutionnaire.

La « Jeune Garde » ajoute : « Nous avons fourni depuis un an au sein de la jeunesse un effort utile et nous pensons avoir sérieusement préparé Royan ». Weitz et ses amis entendent-ils cela sur le terrain politique : alors le spectacle de leurs perpétuelles hésitations depuis Creil, de leur absence de programme et de leur désagrégation progressive n'est pas encourageant. Effort organisationnel ? L'expérience d'un travail commun JSR-JSA nous a appris qu'il n'existait guère ».

Néanmoins l'affirmation de la nécessité du nouveau parti se fera aussi un chemin par la Jeune Garde et au travers du poujisme. Et les camarades de la GR comprendront que les incertitudes de Weitz et de ses amis ne sont qu'un des aspects de la politique oscillante et incertaine du P.O.U.M. et qu'un parti révolutionnaire ne peut se fonder sur l'hésitation érigée en principes, mais au contraire sur les principes éprouvés du bolchevisme.

L'ensemble des citations que nous avons données aujourd'hui doit servir à chaque militant de la G.R. à bien poser le problème en face duquel se trouve sa tendance. Paul Faure lui-même déclare que le problème est politique ; il s'agit de choisir entre la soumission à la bourgeoisie, l'Union Nationale et la guerre impérialiste d'une part, la lutte de classes et la prise du pouvoir d'autre part. Il faut rejeter toute illusion selon laquelle le P.S. peut être utilisé pour la lutte pour le pouvoir : si la lutte de classe est dans sa charte, la collaboration de classe est sa pratique depuis 33 ans, aussi vieille que sa charte.

Il faut rejeter toute illusion dans l'unité organique : l'exemple de l'Espagne, des J.G.S. belges, montrent que l'unité organique signifie une politique de collaboration exacerbée de trahison et de répression sanglante contre les révolutionnaires. Ceux qui veulent faire des concessions formelles, sont les partisans d'une politique du chien crevé derrière le stalinisme ; il faut les combattre sur le terrain politique et refuser tout compromis avec eux. Il faut mener l'offensive contre la politique de Blum-Paul Faure-Sellier-Zyromski-Ferrat. Il faut élaborer un programme révolutionnaire ; il faut avec le P.O.I. construire le parti révolutionnaire ; il faut entrer en discussion dans ce sens.

Nous ne cessons de le répéter, car nous savons que de nombreux camarades dans la GR, inquiets des hésitations et des capitulations des dirigeants de la GR, cherchent une voie que nous sommes seuls à leur indiquer. Nous savons aussi que de nombreux camarades s'apercevant que seul le P.O.I. leur montre la voie du parti révolutionnaire, demandent dans la GR une discussion avec nous.

Nous nous efforcerons que cette discussion ne se poursuive pas seulement dans nos colonnes. Nous ferons tous nos efforts pour imposer avec ces camarades des réunions de discussion entre nos cellules et les sections pivertistes, et pour les aider à briser la politique de capitulation des dirigeants de la G.R.

une augmentation de 3 francs pour les salaires de 15 francs, de 2 francs pour 20 francs ; augmentation de 3 fr. pour la ration alimentaire du personnel soit 25 francs au lieu de 22.

A Soctrang, les coiffeurs se sont mis en grève pour réclamer : 1) la journée de 8 heures ; 2) une augmentation de 20 % du salaire ; 3) l'interdiction des renvois injustifiés.

A Hanoi, le journal stalinien Phoi Phe est suspendu. La répression s'abat brutalement sur le dos des militants ouvriers. Les « ennuis politiques » n'ont pas le droit de recevoir ni les livres ni les journaux. Leurs familles ne peuvent venir qu'une fois par mois. Pour exiger le régime politique, 13 camarades ont fait la grève de la faim.

A Haiphong, les ouvriers de la briquetterie Fsoi-Yuen ont déclenché la grève pour : 1) maintenir Yghum comme leur délégué ; 2) de ne fournir que 900 briques par heure ; 3) augmentation de 20 %. La direction a accepté les 2 premières revendications. Dans Dan Phiang, les coolies de la plantation Michem ont fait grève. La direction fut contrainte de leur accorder les 8 heures.

A Pnom Penh, effervescence générale, les typos se sont mis en grève.

Le 29 mars, à Mytho les coolis ont commencé leur grève. Le patronat refusa l'augmentation des salaires. Les délégués refusèrent et décidèrent de maintenir :

15 % d'augmentation de salaire au-dessus d'une piastre et 20 pour cent pour les salaires au-dessous d'une piastre. Plus de 3000 tracts ont été distribués. En réponse, la répression gouvernementale s'est faite chaque jour plus féroce. C'est la réponse cinquantenaire à la politique de compromission et de trahison du stalinisme.

Pas un seul journal ouvrier n'a publié et ne publie ces informations.

Dans le silence et la complicité, ils pactisent avec la politique criminelle de l'impérialisme au nom de la défense nationale.

LA VIE

DU PARTI

A STRASBOURG

Un nouvel organe du P.O.I.

« Die Rote Fahne », de Strasbourg. Le groupe du P.O.I. de Strasbourg publie en allemand un Bulletin-revue intitulé « Die Rote Fahne » (le Drapeau Rouge) qui a trouvé un accueil excellent auprès des sympathisants communistes. Dans ses deux premiers numéros, se trouvent des articles sur le Front Populaire, la politique de Daladier, sur les procès de Moscou, l'article de Trotsky sur l'Espagne, des articles sur la grève des Métaux, etc... Le numéro 3 est sous presse.

A MEXICO

Mexico, 15 avril. — La semaine dernière, s'est tenu un grand meeting pour recevoir la délégation du S.W.P. (Parti Socialiste ouvrier, IV^e Internationale des Etats-Unis). Devant 1.000 ouvriers et paysans, Cannon, Schachtman et Dunne exposèrent la politique de la IV^e Internationale dans l'Amérique du Nord et du Sud.

Cannon répondit aux attaques de Tolédano contre Trotsky. Le meeting se tint dans un grand enthousiasme. Une immense banderole apportée par le syndicat des carriers et l'Association ouvrière « condamnait l'assassinat des vieux révolutionnaires par le chacal Joseph Staline ».

LES LIVRES

De la Marseille de Rouget de l'Isle à l'Internationale d'Eugène Pottier, par M. DOMMANGET (1 brochure de 64 p. — 4 francs).

Signalons à tous nos lecteurs cette excellente brochure du camarade Dommanget. C'est un ouvrage à la fois savant, populaire et marxiste. Dommanget y fait le tableau des conditions de la naissance des deux chants que les Staliniens veulent aujourd'hui « réconcilier », et de leur fortune dans le mouvement démocratique et ouvrier. Il analyse les conditions historiques de l'apparition de ces chants, oppose le caractère national, girondin, guerrier, à l'esprit socialiste et internationaliste de l'autre, tout en expliquant comment la Marseillaise fut longtemps un chant que les travailleurs s'approprièrent. Il expose ensuite la lente conquête du monde ouvrier par l'Inter, aujourd'hui le chant le plus populaire du prolétariat socialiste.

Le plus curieux est que cette brochure ait été éditée par la S.F.I.O. On raconte que Zyromski, partisan enragé de la Marseillaise au nom de laquelle il fut déjà jusqu'aboutiste en 1914-18, a déchiré de fureur cette brochure en pleine C.A.P. !

Le Gérant : LORET Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris

L'AFFAIRE DE BOEK

Une nouvelle affaire de Guépéou a été mise à nu en Belgique ces dernières semaines par nos camarades du P.S.R. Il s'agit du cas De Boek.

De Boek est un vieux militant du parti stalinien belge, qui fut secrétaire général du parti jusqu'en 1935. En 1936, il avait sympathisé avec l'opposition. Le 5 mars, La Lutte ouvrière belge signala la « disparition » de De Boek. Le 19 mars, elle précisa que De Boek était traqué et menacé de mort par le Guépéou.

Le journal stalinien fut obligé de rompre le silence. Le 1^{er} avril, il publia une note révélant que De Boek avait été exclu « en octobre 1937 », et « qu'au moment de son exclusion De Boek était en Espagne dans les rangs des Brigades Internationales, qu'il a désertées depuis ». Le 6 avril il le désignèrent comme « un agent double » au service de Spaak.

En réalité, De Boek fut envoyé en Espagne en 1936-37 par les Staliniens.

Il collabora avec Antonov-Ovienko dans la répression contre-révolutionnaire. Lorsque Antonov fut « rappelé » à Moscou, De Boek regagna Bruxelles.

Peu après, le Guépéou décida de le renvoyer en Espagne, dans les Brigades Internationales. De Boek en savait trop, on comptait utiliser ce moyen pour le « faire tuer » comme ce fut le cas pour des centaines d'autres. De Boek refusa de retourner à Barcelone et rompit avec son parti.

La Guépéou escamotait le silence, afin de le « liquider » dans l'ombre, comme Reiss. Mais la campagne de la Lutte ouvrière, reprise par toute la presse, fit échouer cette tentative.

La femme de De Boek, Nelly Kaufman, et sa fille, sont retenues à Moscou comme otages (dépeche du Times de Londres). On espère ainsi faire taire De Boek. Ce chantage doit échouer. De Boek doit révéler tout ce qu'il sait des criminels complots staliniens en Espagne.

Le Numéro 6-7 de «Quatrième Internationale» est paru

Avec un certain retard, est paru le numéro 6-7 de notre revue qui contient un riche matériel. Voici le sommaire : Léon Sedov. — Le statut du travail et la crise, par NAVILLE. — Cachin et Mussolini, par A. ROSMER. — Une importante LETTRE DE CHINE. — Etude livre de Maurin « Révolution et contre révolution en Espagne », par BOUS. — La vie de la IV^e Internationale : Le Congrès du Socialist Workers Party (GLENNER) ; Lettre de TROTSKY au R.S.A.P. hollandais. — La Conférence des Jeunes du Bureau de Londres. — L'Etat juif en Palestine. — Des notes sur les livres de C. James, Lénine, sur « Bilan » et « L'Anarchie », sur Cronstadt-1921. — Enfin, sont reproduits les deux très importants articles de TROTSKY : « Avant la nouvelle guerre mondiale », et « Quatre-vingt-dix années de manifeste communiste ».

Ce numéro de 32 pages est vendu 2 fr. 50. Cellules et amis, faites rapidement vos commandes ! (C.c.p. 1333-80, Naville — Paris).

Le tirage de ce numéro a été augmenté, et il est mis en vente, à Paris, dans les librairies et kiosques suivants :

- Publications Populaires, 15, passage Dubail. — Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse. — Librairie Picaud, boul. St-Michel. — RIOSQUES : 113, avenue du Maine. — 102, bd Diderot. — 227, av. Daumesnil. — 49, av. Ledru-Rollin. — Angle Bastille-Henri-IV. — 15, rue de Montreuil. — 134, bd Voltaire. — 19, r. de Belleville. — 12, av. Jean-Jaurès. — 230, bd de la Villette. — Angle République-Temple. — Angle République-Douane. — 2 ter, bd St-Martin. — 22, bd St-Denis. — 25, bd Bonne-Nouvelle. — 13, bd Poissonnière. — St-Lazare (Cour de Rome). — 113, bd de Charonne. — 46, avenue d'Italie.